



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Politique du prochain gouvernement

Question au Gouvernement n° 270

Texte de la question

POLITIQUE DU PROCHAIN GOUVERNEMENT

Mme la présidente . La parole est à M. Boris Vallaud.

M. Boris Vallaud . Nos premières pensées vont à nos compatriotes de Mayotte, aux victimes et à leurs familles ainsi qu'aux services de secours. Nous leur disons notre solidarité.

Je le dis sans esprit polémique mais avec gravité, monsieur le premier ministre : votre place n'était pas à Pau. L'urgence n'est pas au retour du cumul des mandats mais aux inquiétudes des Françaises et des Français, au premier rang desquels les Mahorais. (*Applaudissements* sur les bancs du groupe SOC.) Votre devoir, votre seul devoir, est d'y répondre sans attendre car le temps presse. Notre seul devoir de force d'opposition est d'y veiller et de nous battre pour répondre aux attentes des Français et leur être utile, dans la fidélité à ce que nous avons défendu devant eux. Notre devoir est de chercher, dans l'intérêt du pays, un chemin de stabilité et de progrès, d'être des parlementaires adultes à la recherche de majorités texte par texte, fidèles à l'élan de front républicain.

Je vous adresse en cet instant une forme d'avertissement républicain et solennel : nous voulons un bon budget pour le pays, et vous ? Nous voulons parler des retraites, et vous ? Nous voulons avancer sur la question de la vie chère outre-mer, de l'hôpital public, de l'agriculture, de l'école, du narcotrafic, des salaires (*Mêmes mouvements*), et vous ? Nous avons revendiqué un premier ministre de gauche, ouvert au compromis : vous n'êtes pas de gauche, mais serez-vous ouvert au compromis, disposé à autre chose qu'à la défense, « quoi qu'il en coûte », du bilan d'Emmanuel Macron ?

Nous avons revendiqué le respect strict du front républicain : serez-vous un premier ministre affranchi du Rassemblement national et de ses idées nauséabondes ?

M. Pierre Cordier . Tu as voté la censure avec eux, la semaine dernière !

M. Boris Vallaud . Monsieur le premier ministre, comment entendez-vous obtenir la stabilité dans la justice, avancer dans le sens des Français, sortir de la crise et échapper peut-être à une nouvelle censure ? Quelle est votre méthode, quel est votre calendrier ? Quand allons-nous, vous et nous, nous mettre enfin au travail ? Nous y sommes prêts dès aujourd'hui ; et vous ? (*Les députés du groupe SOC se lèvent et applaudissent – Plusieurs députés des groupes EcoS et GDR ainsi que Mme Gabrielle Cathala applaudissent également.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. François Bayrou, premier ministre . Monsieur le président Vallaud, je me joins aux mots qui ont été les vôtres, que je sais sincères, à destination des Mahorais et de ceux qui leur portent secours, en soulignant à quel

point votre unanimité est importante pour eux.

Vous demandez ensuite où je me situe dans la crise que le pays traverse. Je l'ai dit et je le répète : aucun des sujets que vous avez énumérés ne sera mis de côté, aucun ne sera exclu de l'action du gouvernement. J'espère, comme vous, que nous participerons tous à la mise au point des réponses. Ma méthode c'est celle-là.

M. Boris Vallaud . Ce n'est pas très clair !

M. François Bayrou, premier ministre . Il me semble pourtant que c'est assez clair, mais je ne suis pas ici, aujourd'hui, pour faire un discours de politique générale ! J'ai d'abord l'intention de proposer au président de la République la formation d'un gouvernement, ce que nous ferons, je l'espère, dans les jours qui viennent...

M. Pierre Cordier . Il espère...

M. François Bayrou, premier ministre . Je sais que ce sera dans les jours qui viennent, et je prononcerai alors à l'Assemblée mon discours de politique générale...

M. Bastien Lachaud . Avec un vote de confiance ?

M. François Bayrou, premier ministre . Vous aurez les réponses à toutes les questions que vous avez posées. En matière de dépenses publiques, c'est ensemble que nous trouverons les solutions, mais je ne laisserai pas la situation budgétaire sans réponse. Permettez-moi cependant de rappeler que si nous n'avons pas de réponse aujourd'hui, c'est parce qu'il y a eu censure... (*Exclamations sur les bancs du groupe SOC.*)

M. Boris Vallaud . Non !

Mme Béatrice Bellay . Ce n'est pas vrai !

M. François Bayrou, premier ministreet ce n'est pas nous qui avons censuré. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes Dem et EPR.*) La censure n'a été acquise que parce que les votes des uns se sont additionnés avec les votes des autres.

M. Pierre Cordier . Assumez !

M. Michel Herbillon . Les socialistes ont du mal à assumer !

M. François Bayrou, premier ministre . La situation dans laquelle nous nous trouvons est donc, objectivement, la conséquence du vote de censure qui a eu lieu, quelle qu'ait été sa légitimité. Mais nous allons remédier à cette situation.

J'espère que nous le ferons en trouvant un chemin d'entente entre le gouvernement, compte tenu des différentes sensibilités qui le composeront, et les députés responsables qui siègent sur vos bancs. J'en suis certain, je vous le garantis !

Serons-nous d'accord sur tout ? Non, sûrement pas. D'ailleurs, je ne vois pas quelle décision de l'Assemblée nationale pourrait recueillir un avis unanime de l'ensemble des bancs.

M. Boris Vallaud . On parle seulement du bloc républicain !

M. François Bayrou, premier ministre . Peut-être suis-je exagérément optimiste, mais je suis certain qu'il existe un chemin...

Mme Ayda Hadizadeh . Sans le RN ? Sans l'extrême droite ?

M. Erwan Balanant . Arrêtez avec ça !

M. François Bayrou, *premier ministre*qui nous permettra, pour peu que chacun fasse un pas vers l'autre, de nous rapprocher du consensus nécessaire. (*Murmures.*)

Ne vous mettez pas en colère les uns contre les autres ; de toutes les manières, les Français ne peuvent pas vous entendre : les micros sont coupés.

Soyez assuré, monsieur Vallaud, que je serai au rendez-vous. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem et sur quelques bancs du groupe EPR.*)

Données clés

Auteur : [M. Boris Vallaud](#)

Circonscription : Landes (3^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 270

Rubrique : Gouvernement

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 décembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 décembre 2024